

## BIJDRA GE

## Libre Pensée et émancipation sociale en France 1860-1940

Jacqueline Lalouette, professeur d'Histoire contemporaine  
 Université Blaise Pascal - Clermont-Ferrand II

Comme son nom le laisse entendre, la Libre Pensée se veut émancipatrice. Fondée le 19 janvier 1863, la société La Libre Pensée de Bruxelles se présentait comme une *"association pour l'émancipation des consciences par l'instruction et l'organisation des enterrements civils"*<sup>(1)</sup>. En 1889, la troisième commission du Congrès universel des libres penseurs constata que tous les rapports relatifs à la liberté de conscience et à l'Affranchissement politique et social des travailleurs étaient d'accord sur un point: *"La Libre Pensée a été, est et sera la véritable émancipatrice de l'humanité"*<sup>(2)</sup>. Un certain nombre de sociétés locales de Libre Pensée affichèrent clairement cette vocation en choisissant de s'appeler L'Émancipation, L'Émancipatrice, L'Émancipée<sup>(3)</sup> ou bien encore en faisant figurer l'oeuvre d'émancipation dans leurs buts; ainsi, les libres penseurs de la société de Villeneuve-sur-Yonne, fondée en 1881, entendaient *"émanciper la génération actuelle des traditions dogmatiques du clergé et des préjugés qu'elles engendrent"*<sup>(4)</sup>. Cette oeuvre d'affranchissement était tout d'abord d'ordre intellectuel, moral et idéologique; il s'agissait d'arracher les hommes au joug des dogmes et des croyances et à la tutelle des prêtres. Cependant, soustraire le peuple à l'influence cléricale constituait déjà

en soi un acquis social: éradiquer ce qui apparaissait comme un ensemble de préjugés et de superstitions, c'était de facto préparer la voie au socialisme et à la révolution économique car *"toutes les religions sont d'accord pour inciter les prolétaires à se contenter de leur sort sur la terre"*<sup>(5)</sup>. Une évidence s'imposait: des citoyens devenus indifférents à l'idée d'une récompense future penseraient enfin à exiger une amélioration de leur situation matérielle. En outre, l'Église étant considérée comme une alliée inconditionnelle de la bourgeoisie capitaliste et une profiteuse rétribuée par l'État au détriment de la classe ouvrière, le combat anticlérical revêtait de fait un caractère social; le 16 juillet 1893, lors d'une fête de l'enfance, un orateur de la société de Libre Pensée des Lilas dénonça *"les apôtres de ce Dieu habitués à s'engraisser aux dépens du malheureux"* et demanda que *"les cinq cents millions fournis annuellement par le Budget des cultes et les ressources de toutes sortes"* fussent *"employés à créer des oeuvres utiles pour l'Humanité, des orphelins par exemple"*<sup>(6)</sup>.

Toutefois, pour certains libres penseurs, la religion n'avait pas toujours été nuisible. En 1885, au congrès international d'Anvers, César De Paepe assigna un rôle positif aux religions dans le passé; les hommes étant naturellement igno-

rants et brutaux, à l'origine, seules les religions avaient pu régler les sociétés tout en consolant les faibles et les malheureux grâce à l'espérance d'une vie meilleure après la mort. De Paepe alla même plus loin en suspendant la lutte antireligieuse et anticléricale aux transformations sociales:

*"Si l'organisation sociale actuelle, avec son paupérisme, toutes ses misères et toutes les iniquités sociales, doit rester la seule organisation possible, la religion a de nos jours et aura dans l'avenir une mission sociale; celle de prêcher aux pauvres, aux parias la résignation et une compensation dans un monde meilleur. Si la libre pensée ne conduit pas au socialisme, tout libre penseur doit comprimer en soi ses aspirations et se garder de les propager, car il serait cruel d'ôter au pauvre sa dernière espérance, celle-ci ne fût-elle qu'une illusion"*<sup>(7)</sup>.

Tous les congressistes d'Anvers n'admirent pas une telle analyse; le Français Albert Régnard disait ne connaître qu'un impératif, celui de la vérité, tandis qu'un délégué du *Volksbelang*, du nom de Peters, ne voyait dans les propos de César De Paepe qu'*"un raisonnement personnel et fantaisiste"*<sup>(8)</sup>.

Mais ce qu'espérait De Paepe, c'était bien sûr, le triomphe du socialisme; animés des mêmes convictions, de nombreux libres penseurs firent tout pour y concourir. En effet, née dans des milieux de gauche et d'extrême-gauche, contemporaine d'événements et d'évolutions traduisant l'importance de la question sociale, la Libre Pensée devint l'un des principaux acteurs de celle-ci. Une fraction importante de libres penseurs choisit d'élargir son travail émancipateur du domaine purement intellectuel au domaine social; elle établit entre les deux un lien nécessaire d'après le principe bien connu de tous ceux qui ne croient pas aux libertés purement formelles: il n'y a pas d'authentique liberté si certaines conditions matérielles n'en

rendent possible l'exercice. Pour les libres penseurs socialistes réunis en congrès à Montpellier le 21 février 1892, la question religieuse ne pourrait *"être résolue que par la solution de la question sociale, c'est-à-dire par la transformation économique de la société qui doit réaliser la pratique du droit absolu du peuple par son affranchissement au point de vue moral, matériel et industriel"*<sup>(9)</sup>. Cette Libre Pensée, ne croyant plus au primat du règlement de la question religieuse, aspirait donc à de profonds bouleversements économiques et sociaux; diverses organisations et leur action, soulevant ainsi de vives contestations au sein du monde libre penseur.

#### De l'Empire à la Grande Guerre: symbiose entre le socialisme et certains groupements libres penseurs

Dès les années 1860, après l'amnistie de 1859 et le retour des proscrits du Deux Décembre, quelques sociétés de Libre Pensée s'implantèrent à Paris et dans quelques villes de province, à l'imitation de celles qui existaient en Belgique depuis le début des années 1850, et auxquelles des Français avaient d'ailleurs appartenu<sup>(10)</sup>. Le texte fondateur du groupe Agis comme tu penses, qui comptait dans ses rangs de nombreux blanquistes, comme Aristide Rey, Théodore Brisson et Gréffe, mit en avant les principes de solidarité et de justice, opposés à *"l'inégalité des conditions"*, à *"la charité aristocratique"* et à *"la résignation"*. A peu près à la même époque, des membres de l'Association internationale des Travailleurs - Varlin, Murat et Malon - auraient été des 'chefs de 1000' d'une société de libres penseurs, et divers documents, postérieurs il est vrai à 1870, laissent entendre que, du temps de l'Empire, leurs activités libres penseuses et internationalistes avaient été

étroitement imbriquées<sup>(11)</sup>. Pour Oscar Testut, grand pourfendeur de l'Internationale, tous les internationaux étaient "*naturellement des libres penseurs*"<sup>(12)</sup>. Cependant Fribourg a laissé une image plus nuancée des liens qui pouvaient exister entre internationalisme et libre pensée; d'après lui, au sein de l'Internationale, chacun gardait toute liberté en matière de religion, à condition toutefois de ne pas faire intervenir "*son Dieu dans les rapports sociaux et de pratiquer la justice et la morale*"<sup>(13)</sup>. Ce qui est sûr, c'est qu'en janvier 1870, Eugène Varlin affirmait: "*Dieu a fait son temps*"<sup>(14)</sup> et qu'au mois de mai de la même année, une section de l'Internationale créée à Paris se proclama "*athée et matérialiste*"<sup>(15)</sup>. L'activité libre penseuse des blanquistes perdura après l'effondrement de l'Empire; en novembre 1870, Henri Verlet fonda une Association des libres penseurs dont les statuts présentaient Dieu comme le fondement "*de toute iniquité*"<sup>(16)</sup>. En janvier 1871, les membres de l'Internationale furent, à diverses reprises, conviés à se rendre aux réunions de la section de Montrouge de l'Association des libres penseurs<sup>(17)</sup>. Dès 1873, les rapports d'un indicateur, qui signait 'G', signalent de nouveau la collusion entre la Libre Pensée et l'Association internationale des Travailleurs. Les émissaires de celle-ci profitaient des enterrements civils, assurait le mystérieux 'G', pour prendre des contacts.

Les blanquistes se retrouvèrent en assez grand nombre dans la Fédération française des groupes socialistes de la Libre Pensée, fondée en 1880, l'adjectif socialiste - d'ailleurs encore très vague à l'époque - n'apparaissant toutefois qu'au début de l'année 1882<sup>(18)</sup>. L'organe officiel de cette fédération, *La Libre Pensée*, comptait parmi ses collaborateurs habituels des militants blanquistes connus, comme Henri Verlet, Albert Goullé, Robert Caze; toutefois d'autres membres de cet organisme, Paul Brousse ou Jean-Baptiste Clé-

ment par exemple, appartenaient à d'autres courants socialistes. Cette fédération eut ses propres congrès, auxquels n'assistaient pas, par exemple, les membres majoritairement opportunistes d'une autre organisation libre penseuse, l'Union démocratique de propagande anticléricale. Elle participait aussi à des congrès universels des libres penseurs socialistes; le quatrième se déroula en 1884 et la quatrième question inscrite à l'ordre du jour portait sur "*Capital et travail; de la meilleure solution de la question sociale*"<sup>(19)</sup>. Elle connut très tôt une vie assez chaotique et semble avoir sombré dans la grande débâcle de la crise boulangiste qui vit de nombreux blanquistes se ranger aux côtés du 'brave général'. Parallèlement à cette Fédération de groupes socialistes, exista une Fédération socialiste de la Ligue anticléricale, née au mois de juillet 1882 d'une scission survenue au sein de la Ligue anticléricale de Léo Taxil.

En 1889, après le congrès universel de Paris, fut formée une nouvelle fédération, qui s'avéra plus structurée et plus durable, la Fédération française de Libre Pensée, dont l'orientation socialiste est manifeste. Les militants réunis en congrès à Lyon en septembre 1892 affirmèrent que "*la libre pensée était inséparable et solidaire du socialisme*"<sup>(20)</sup>. D'après son *Bulletin* du mois de mars 1892, cette fédération n'entendait pas s'enfermer dans une vision exclusive du socialisme; elle prétendait se concilier "*à merveille avec toute recherche sincère de la justice et de la solidarité dans les questions économiques et sociales*". Néanmoins, les allemanistes y furent particulièrement bien représentés et influents; en 1894, le *Bulletin* publia le programme du 12<sup>e</sup> congrès national du Parti ouvrier socialiste révolutionnaire qui se réunit à Dijon du 14 au 22 juillet et auquel participa un délégué libre penseur du nom d'Auguste Morin<sup>(21)</sup>. La part prise par des guesdistes doit aussi être soulignée; en novembre 1897, deux membres du Conseil national

du Parti ouvrier français, Roussel et Farjat, assistèrent au congrès national organisé par la Fédération française de la Libre Pensée<sup>(22)</sup>. Quoi qu'il en soit, celle-ci prit tout naturellement place dans l'organigramme des divers groupes socialistes. A l'automne 1893, existait un Parti socialiste, encore dit Union des travailleurs socialistes, regroupant la Fédération républicaine socialiste de la Seine, la Ligue intransigeante socialiste, la Fédération des socialistes indépendants et la Fédération française de la Libre Pensée. Le 26 novembre 1893, ce Parti organisa 'un punch d'union socialiste' qui rassembla environ 1200 personnes; plusieurs orateurs y prirent la parole, dont Jaurès, Millerand, Viviani, Marcel Sembat<sup>(23)</sup>. En ces années 1890, la Libre Pensée apparaissait bien à la police comme une organisation socialiste à part entière; un rapport d'indicateur, daté du 16 mars 1894, dresse la liste de 19 organisations socialistes plus ou moins concurrentes parmi lesquelles la Fédération française de la Libre Pensée figure en bonne place, à côté du Comité révolutionnaire central, de l'Union socialiste, des étudiants collectivistes, etc<sup>(24)</sup>. Le Congrès national de 1897 décida que l'union devait être "intime et absolue entre les groupes de libre pensée et les groupes socialistes, tant pour la propagande que pour les luttes électorales"<sup>(25)</sup>. Un nouvel organisme libre penseur à vocation nationale apparut encore en 1902, l'Association nationale des libres penseurs de France; plus diversifiée, plus composite, elle associait radicaux, radicaux-socialistes, socialistes et anarchistes. En 1906, sur les 51 députés élus sous le patronage de la SFIO, 8 appartenaient au Bureau ou à la Commission exécutive de l'ANLPF. On peut relever de grands noms du socialisme sur les listes de membres de l'ANLPF, comme ceux de Jean Allemane, Marcel Sembat, Aristide Briand. Si les organismes fédérateurs se rallièrent aux thèses socialistes, c'est qu'à la base les sociétés

locales prenaient cette orientation. Dès le début des années 1880, à Paris, existaient des groupes de Libre Pensée réunis au sein de la fédération des groupes socialistes déjà citée; les sociétés des onzième et dix-huitième arrondissements envoyèrent des délégués à plusieurs congrès organisés par l'Union fédérative du centre. En province, la fondation de groupes socialistes semble globalement avoir été plus tardive. En 1903, se créa une Libre Pensée socialiste des Deux-Sèvres et de la Vendée; à Dijon, c'est en 1907 que se constitua une société de Libre Pensée socialiste; elle regroupait des militants qui, ayant d'abord craint de passer pour de vulgaires 'mangeurs de curés', acceptaient finalement de rallier une organisation poursuivant "le même but économique que les socialistes"<sup>(26)</sup>. Par ailleurs, des sociétés créées sans référence à l'émancipation sociale ou au socialisme faisaient des déclarations parfaitement explicites. Ainsi, en septembre 1892, les libres penseurs de la région du sud-est, réunis en congrès à Lyon, rédigèrent une proclamation en six points; le quatrième rend la Libre Pensée "inséparable et solidaire du socialisme, c'est-à-dire du progrès républicain incessant, de la marche constante en avant"<sup>(27)</sup>. Autre exemple, en décembre 1904, la société de Libre Pensée de Sedan vota un ordre du jour proclamant sa conviction "que le matérialisme historique doit triompher de la tradition religieuse"<sup>(28)</sup>. Ainsi, dans diverses régions, la symbiose entre groupes libres penseurs et groupes socialistes était-elle manifeste<sup>(29)</sup>.

Cette connexion entre l'univers libre penseur et l'univers socialiste se traduit par l'engagement de la Libre Pensée dans un certain type d'actions. Les libres penseurs se secouraient mutuellement grâce à des caisses de secours; mais très vite ils étendirent le champ d'application de leur solidarité. Soutenir les grévistes et subvenir à leurs besoins leur apparurent comme une priorité. Le 25 juin 1882, le groupe so-



*Marcel Sembat, socialiste et libre penseur*

cialiste libre penseur du 18<sup>e</sup> arrondissement de Paris organisa 'une grande conférence publique au profit de la caisse du groupe et de la caisse des grèves'<sup>(30)</sup>; le 20 janvier 1883, celui des Athées de Saint-Ouen agit de même, cette fois-ci au profit des familles de détenus de Montceau-les-Mines<sup>(31)</sup>. Bien que le conseil central de la Fédération française de la Libre Pensée eût manifestement privilégié la solidarité interne, en faveur des libres penseurs, il lui arrivait de soutenir financièrement des grévistes; ainsi, au mois d'août 1896, il vota une subvention de dix francs pour les grévistes d'une maison parisienne, la maison Drouet<sup>(32)</sup>. En 1895, la Fédération organisa 'une fête familiale'; le militant allemaniste Brunswick retraça l'historique des grèves de Champagnac et de Carmeaux avant de déclarer:

*"Ce sont toujours les capitalistes qui cherchent par tous les moyens possibles à affamer l'ouvrier [...].*

*Les libres penseurs et les socialistes doivent être solidaires avec les grévistes, parce que, si on n'y prend garde, avant qu'il soit longtemps, un joug de fer pèsera sur tous les travailleurs. C'est pour cela que chacun doit verser son obole pour faire réussir cette grève"*<sup>(33)</sup>.

Enfin, le produit de la quête souvent faite à l'issue d'un enterrement civil pouvait aussi être versé à des grévistes.

L'attention que la Libre Pensée portait au monde du travail et à sa nécessaire émancipation se lit encore dans le rôle qu'elle joua lors de certaines manifestations du 1<sup>er</sup> mai. En 1893, la Fédération française de la Libre Pensée nomma trois délégués, dont Paule Minck, qui se joignirent à ceux de la Bourse du travail<sup>(34)</sup>. En 1894 et 1897 cette Fédération fit encore de la propagande en faveur de la journée de travail de huit heures, conjointement à quelques lo-

ges socialistes maçonniques, aux Chevaliers du Travail et à la Fédération des sociétés féministes. En 1894, sous la présidence d'un franc-maçon, le frère Albran, divers orateurs exposèrent "les raisons qui ont fait choisir le premier mai pour être la fête de la glorification du travail et la promesse de l'émancipation prochaine des travailleurs"<sup>(35)</sup>. Rendant compte de la manifestation, le Bulletin conclut: "En somme, bonne soirée pour la Libre Pensée et le socialisme"<sup>(36)</sup>.

Cette adéquation des thèses libres penseuses et socialistes s'exprimait aussi dans certaines rencontres festives de la Libre Pensée; en 1883, lors du banquet du Vendredi saint organisé par le groupe lyonnais de la morale positive, un garçon d'une douzaine d'années porta un toast "à la République sociale, à l'émancipation des travailleurs et à la Libre Pensée"<sup>(37)</sup>.

Enfin, certaines sociétés de Libre Pensée étaient attentives à la formation idéologique de leurs membres. Le groupe La Raison, fondé en 1904 "entre les habitants de la banlieue lyonnaise épris de libre pensée et de tolérance mutuelle", se fixa comme but l'organisation de réunions portant sur "des questions politiques, économiques, sociales" et "la constitution d'une bibliothèque d'ouvrages de propagande socialistes, rationaliste et philosophique"<sup>(38)</sup>.

### Des engagements contestés

Tous les libres penseurs n'étaient pas prêts à s'engager sur ce terrain. Si la Fédération française des groupes socialistes de la Libre Pensée tarda à inclure l'adjectif "socialiste" dans son titre, c'est qu'un certain nombre de militants appartenaient à la famille républicaine opportuniste, tandis que pour des autres il convenait de demeurer en dehors de tout engagement politique. De même, l'évolution suivie par la Fédération française de la Libre Pensée déplut

à la minorité radicale. En 1897, M. Chenavaz, député radical de l'Isère, excédé par les attaques portées contre la Franc-Maçonnerie et par une orientation politique trop manifeste, préféra quitter un organisme, où, disait-il, "on ne faisait plus de la propagande que pour le collectivisme"<sup>(39)</sup>. Commentant cette démission, Brunswick, déjà nommé plus haut, rappela que, pourtant, le dernier congrès s'était bien prononcé pour "le concours de tous les républicains de n'importe quelle école"<sup>(40)</sup>. En 1901, plusieurs membres de la Fédération estimèrent que l'affaiblissement de celle-ci s'expliquait par son adhésion au socialisme, qui décourageait bien des militants, sans fournir aucune contrepartie car les socialistes ne pensaient qu'à se servir de la Libre Pensée sans lui rendre le moindre service et notamment sans lui envoyer de conférenciers.

Cette hostilité au socialisme ne doit d'ailleurs pas être nécessairement interprétée comme une volonté de se limiter à une action anticléricale sans souci de l'émancipation économique et sociale des classes laborieuses; ce serait méconnaître les thèses radicales et radicales-socialistes. Sans remonter aux années 1840, il convient de se référer au célèbre programme de Belleville (1869) ou à cette lettre de Ledru-Rollin expédiée à Louis Ulbach le 26 septembre 1869:

"Rassuré sur la question politique, c'est vers la question sociale que sont tournés tous mes travaux et toutes mes facultés. Dans ce pays surtout<sup>(41)</sup>, où je l'avais sondée, il y a vingt ans, j'ai pu voir les misères imméritées, les plaies profondes se développer sur la plus vaste échelle. J'avais écrit alors: le capital sans contrepois mangera l'homme; d'où la conséquence que le salariat, cette servitude morale et corporelle, doit disparaître sous peine de devenir un fléau pour l'humanité. Et aujourd'hui, j'ajoute: puisque la propriété, fruit du travail, est une garantie d'indépendance, qu'on la respecte à condition de la multiplier, de l'universaliser par l'association et la mutualité"<sup>(42)</sup>.

En 1876, s'adressant aux électeurs des cinquième et treizième arrondissements de Paris ainsi qu'à ceux de Saint-Denis, Louis Blanc rappela qu'être radical, c'était vouloir la disparition graduelle du prolétariat, la transformation de la condition de salarié en celle d'associé et la substitution d'un régime d'égal développement des facultés au régime des privilèges et des inégalités<sup>(43)</sup>. On pourrait ainsi continuer d'égrener, tout au long des décennies suivantes, les proclamations et les acquis sociaux à l'origine desquels se trouvèrent radicaux ou radicaux-socialistes. Bref, ceux-ci eurent toujours "un idéal social précis"<sup>(44)</sup>, et ce n'est pas parce qu'ils rejetaient les solutions socialistes, qu'ils étaient hostiles, ni même simplement étrangers, à tout ce qui pouvait favoriser l'émancipation sociale des travailleurs. Le solidarisme cher à Léon Bourgeois est là pour le rappeler. Radicaux et radicaux-socialistes avaient la conviction de pouvoir inventer "une politique qui prétendrait ne s'inféoder" ni au "dogme" de la propriété intangible ni à celui de la socialisation de tous les moyens de production, une politique visant à socialiser "tout ce qui est socialisable", à instaurer une disparition du salariat graduelle, pacifique et légale ne présentant pas "les allures d'une revanche brutale"<sup>(45)</sup>. Ces débats entre radicalisme, radical-socialisme et socialisme se retrouvèrent au sein de l'Association nationale des libres penseurs de France. Ils acquirent d'ailleurs un retentissement international à l'occasion de certains congrès universels des libres penseurs, notamment lors du Congrès de Rome, en 1904. Au moment du vote de la 'déclaration de principes', deux motions se trouvèrent en concurrence, celles de Ferdinand Buisson et de Doizié, socialiste et délégué du groupe libre penseur des ouvriers de l'Imprimerie nationale. La motion de Ferdinand Buisson se présentait comme une définition de la Libre Pensée dans l'ordre philosophique tout d'abord, dans l'ordre

social ensuite. D'après ce texte, inspiré par les sciences sociologiques alors en pleine expansion, la libre pensée devait tendre à "instituer un régime sous lequel pas un être humain ne pourra plus être sacrifié ni même négligé par la Société", elle était donc "logiquement génératrice d'une science sociale, d'une morale sociale et d'une esthétique sociale" et ne pouvait que rejeter "au nom de la dignité de la personne humaine, ce triple joug: le pouvoir abusif de l'autorité en matière religieuse, du privilège en matière politique et du capital en matière économique"<sup>(46)</sup>. La motion Doizié était plus incisive et établissait le primat de l'action sociale sur l'action idéologique:

"Le Congrès international de la Libre Pensée [...] affirme également que la libre pensée ne doit pas seulement combattre les préjugés et les dogmes religieux, mais encore et surtout les préjugés politiques et sociaux qui sont au moins aussi dangereux pour l'émancipation intégrale de l'humanité; déclare que l'émancipation intellectuelle et morale n'est possible que par l'Affranchissement matériel et économique de la classe ouvrière de l'oppression capitaliste qui pèse sur elle, affranchissement qui libérera l'humanité tout entière en assurant à tous le droit à la vie"<sup>(47)</sup>.

Comparant les deux motions, Doizié déclencha de "vifs applaudissements" en exprimant sa volonté de rompre avec "l'ancien anti-cléricisme purement intellectuel, purement rationaliste qui méconnaissait la question sociale" et de rejeter "une définition de la Libre Pensée qui ne dise pas clairement que nous voulons l'émancipation matérielle, économique, en même temps, au même degré et avec la même force que l'émancipation intellectuelle et morale"<sup>(48)</sup>. Doizié faisait de la motion Buisson un texte d'une nature différente de la sienne, un texte "qui pouvait satisfaire les philosophes et ceux qui se contentent de mots"<sup>(49)</sup>. Quant à sa propre motion, elle s'adressait "aux masses profondes", "à ceux qui souffrent mais qui

ne savent pas toujours discerner les vrais moyens d'abrèger leurs souffrances et d'y mettre un terme"<sup>(50)</sup>. Au fond, il le dit d'ailleurs très clairement, soulevant ainsi de 'vives protestations', pour lui, il y avait des libres penseurs 'pour le fond' et d'autres 'pour la forme'<sup>(51)</sup>. Finalement, Ferdinand Buisson ayant accepté de voter la motion Doizié, et Doizié celle de Buisson, les deux textes furent adoptés à l'unanimité. Ce débat sur les orientations sociales de la Libre Pensée rebondit à diverses reprises, notamment en 1912, à cause des attaques lancées par les socialistes contre la Libre Pensée et la Franc-Maçonnerie et des alliances électorales parfois conclues entre socialistes et candidats de droite et d'extrême-droite. Tout en reconnaissant les mérites des socialistes 'les plus intelligents', comme Sembat, Groussier ou Thomas, Charles Beauquier dénonça dans un journal libre penseur de l'est, *Le Flambeau*, cette aberration qui consistait à donner sa voix à "un pilier de sacristie, un marguillier, un calotin fieffé"<sup>(52)</sup>. Plus fondamentalement, Beauquier remettait en cause une certaine conception de l'émancipation sociale:

"Ces gogos qui croient à la cité future, à la cité idéale où tous les hommes seront parfaitement égaux, où il n'y aura plus ni pauvres ni riches, où les biens seront partagés équitablement, tous ces naïfs utopistes devaient tôt ou tard devenir les dupes du clergé, comme ils sont depuis longtemps les dupes de certains meneurs intéressés. Ils ont essentiellement une mentalité religieuse résultant de l'éducation qu'ils ont reçue dans leur enfance et ils croient aux miracles que leur prêchent les apôtres de la nouvelle Jérusalem laïque. Croire au Paradis sur terre ou croire au Paradis dans le ciel n'est-ce pas un témoignage de la même faiblesse d'esprit, de la même crédulité enfantine? [...] Le moment est venu pour les véritables libres penseurs, pour les adversaires des dogmes, des miracles et de ceux qui exploitent la crédulité des foules,

le moment est venu de serrer leurs rangs et de rompre avec les faux-frères"<sup>(53)</sup>.

Le même journal relança la polémique au mois d'octobre, alors que Compère-Morel venait de traiter dans *L'Humanité* de la question suivante: 'Les socialistes doivent-ils combattre dans les masses l'esprit religieux?' *Le Flambeau* y répondit par un article anonyme intitulé 'La Politique. Mauvaise tactique'; l'auteur regrettait que Compère-Morel, dont il reconnaissait les convictions athées et matérialistes, appartint "à cette école de socialistes pour lesquels la religion est une affaire privée", puis il posait cette question fondamentale: "Croit-il qu'il sera aisé d'émanciper économiquement des hommes qui, intellectuellement, ne seront pas libres?"<sup>(54)</sup> Le débat se présentait d'ailleurs aussi sous un angle tactique. Socialistes et anarchistes voulaient porter la lutte sur de multiples terrains, l'antimilitarisme, le pacifisme, la pratique d'une langue internationale, la coopération, alors que pour les radicaux tout cela représentait une dispersion des efforts: "Qui trop embrasse mal étreint", s'inquiétait Charles Beauquier<sup>(55)</sup>.

### L'entre-deux-guerres

Un débat identique resurgit à deux reprises durant l'entre-deux-guerres, tout d'abord entre l'Union fédérative de la Libre Pensée de France et des Colonies<sup>(56)</sup> et la Fédération nationale de Libre Pensée et d'Action sociale<sup>(57)</sup>. Les membres de cette dernière accusaient ceux de l'Union fédérative de se cantonner à "un programme étroit", milité à l'action anticléricale et aux banquets gras du Vendredi saint et entendaient, pour leur part, "lutter contre toutes les iniquités sociales et les injustices"<sup>(58)</sup>. Ils étaient déterminés à ne recruter leurs adhérents "que parmi les socialistes, communistes, syndicalistes,

libertaires et anarchistes<sup>(59)</sup>; le secrétaire général de l'Union fédérative, Maurice Bonnardot, ancien membre de la SFIO, s'étonnait que les radicaux d'extrême-gauche, comme Herriot ou Buisson, qui avaient tant fait pour la cause de la Libre Pensée, ne pussent y trouver place. En novembre 1924, les deux fédérations rivales s'unirent dans la Fédération nationale des libres penseurs de France et des Colonies mais, quelques mois auparavant, des militants communistes de la Fédération du Nord de la Fédération nationale de Libre Pensée et d'Action sociale avaient fondé l'Union fédérale des libres penseurs révolutionnaires de France, qui, en 1932, devint l'Association des Travailleurs sans Dieu. Les deux nouvelles organisations rivales fusionnèrent en 1936 mais, auparavant et durant une douzaine d'années, libres penseurs communistes et non-communistes s'affrontèrent violemment sur la raison d'être de la Libre Pensée et sur les formes du combat qu'elle devait mener. Les premiers estimaient que la Fédération nationale des libres penseurs de France et des Colonies représentait "un anticléricalisme bourgeois" qui avait prouvé son impuissance. La Libre Pensée prolétarienne acceptait dans ses rangs des militants non-prolétaires, à condition qu'ils reconnussent "l'hégémonie du prolétariat dans la lutte révolutionnaire"<sup>(60)</sup>; si tous n'étaient pas communistes, tous devaient reconnaître que le Parti était le "seul guide du prolétariat dans l'action révolutionnaire"<sup>(61)</sup>. La Libre Pensée révolutionnaire, "organisation de classe d'ouvriers libres penseurs"<sup>(62)</sup>, pensait être la seule à pouvoir contribuer, aux côtés du Parti, à l'Affranchissement du prolétariat car "l'homme ne pourra penser librement que lorsque sera abolie l'exploitation de l'homme par l'homme, que seront supprimées les frontières, que seront détruites les armées, et que sera jeté bas le régime capitaliste"<sup>(63)</sup>. Elle ne cessait de dénoncer l'erreur qui consistait à vouloir lutter contre

l'Église et la religion sans s'engager sur le terrain de la lutte de classes:

*"Les masses prolétariennes, vers lesquelles nous portons nos efforts, savent qu'il n'y aura jamais d'émancipation pour les opprimés tant que subsistera l'exploitation de l'homme par l'homme. Combattre la religion qui engendre l'ignorance, qui enseigne la soumission, et laisser subsister les causes qui engendrent le capitalisme, c'est faire oeuvre négative"*<sup>(64)</sup>.

Cette orientation essentiellement économique et sociale de la lutte antireligieuse n'excluait pas une action plus intellectuelle. Les libres penseurs révolutionnaires créèrent un Institut antireligieux, installé à Paris, avenue Mathurin Moreau, où Georges Cogniot et Jean Baby notamment vinrent assurer des cours sur l'origine des religions et du christianisme, sur l'histoire de l'Église ou de la Compagnie de Jésus, sur l'athéisme idéaliste et l'athéisme matérialiste<sup>(65)</sup>. La réunification entre les deux organismes rivaux tarda, car, comme le montrèrent les débats du congrès organisé par la Fédération nationale à Angoulême en 1933, auquel assistèrent des représentants de l'Association des Travailleurs sans Dieu, l'accord ne pouvait se faire si sur les formes de lutte contre 'le régime de l'exploitation de l'homme par l'homme' ni sur la nature du régime politique souhaitable, ni sur les méthodes d'action, les libres penseurs de la Fédération nationale refusant de rejeter toute collaboration avec la bourgeoisie et avouant même préférer un patron bourgeois à un ouvrier chrétien. Poussés par leur base respective, les deux états-majors finirent par réaliser la fusion en août 1936, à l'occasion du Congrès de Chalon-sur-Saône.

Ainsi, durant la période ici étudiée, les libres penseurs demeurèrent partagés sur les buts qu'ils devaient poursuivre et les moyens à mettre en

oeuvre pour y parvenir. La Libre Pensée devait-elle rester indépendante ou marcher de pair avec une organisation politique? Devait-elle conduire une tâche de pure émancipation intellectuelle? Ou viser aussi l'émancipation sociale des Français? Cela relevait-il de ses compétences? Si oui, quelle émancipation devait être considérée comme prioritaire? A diverses reprises, des libres penseurs privilégièrent l'action sociale par rapport à l'action idéologique. Selon la période, la Libre Pensée s'allia, parfois même parut se confondre, avec tel ou tel parti politique au point de créer des suspicions, voire des scissions, sans jamais acquérir pour autant la puissance d'un syndicat ou d'un parti. La spécificité de la Libre Pensée résidait dans ses buts anticléricaux; le principal d'entre eux, la séparation des Eglises et de l'Etat, une fois atteint, elle perdit partiellement sa raison d'être dans le domaine idéologique. Au lieu de poursuivre son action en se consacrant à la libération des esprits, elle eut tendance à se détourner de ses buts intellectuels et moraux au bénéfice d'une action sociale, terrain sur lequel elle rencontra la concurrence de partis et de syndicats.

- (1) Statuts, Bibliothèque historique de la Ville de Paris, dossier Actualités, n°55.
- (2) *Congrès universel des libres penseurs tenu à Paris du 15 au 20 septembre 1889. Compte-rendu officiel de la commission du Congrès*, Paris: E. Dentu, 1890, p. 143.
- (3) Sur 1082 sociétés de Libre Pensée françaises identifiées pour la période 1879-1940, 313 étaient désignées par le nom d'un principe, d'une vertu, d'un concept. Les noms L'Emancipation, L'Emancipatrice et L'Emancipée furent adoptés par 24 d'entre elles; pour l'onomastique des sociétés de Libre Pensée, voir Université de Paris I, J. LALOUETTE, *Les mouvements de Libre Pensée en France (1870-1940)*, Université de Paris I, thèse pour le doctorat d'Etat, dir. M. Agulhon, 1994, tome 1, pp. 402-412.
- (4) Statuts, Archives départementales de l'Yonne, III M<sup>4</sup> 17.
- (5) *Le Socialiste ardennais*, 3 décembre 1904. Voir également *Bulletin mensuel de correspondance des groupes et adhérents fédérés de la Fédération française de la Libre Pensée*, octobre 1893.
- (6) *Bulletin [...]* octobre 1893.
- (7) *Congrès international de libres penseurs tenu à Anvers en 1885. Compte-rendu officiel*, Bruxelles: D. Brismée, 1886, p. 128. On reconnaît l'analyse marxiste qui voit dans la religion l'expression de la misère et une protestation contre elle. Comment ne pas songer à ce célèbre passage: "La religion est le soupire de la créature accablée par le malheur, l'âme d'un monde sans coeur, de même qu'elle est l'esprit d'une époque sans esprit. C'est l'opium du peuple", K. MARX, Introduction à la critique de la Philosophie du droit de Hegel. In: K. MARX et F. ENGELS, *Sur la religion, textes choisis, traduits et annotés par G. Badia, P. Bange et E. Bottigelli*, Paris: Editions sociales, 1968, pp. 41-42.
- (8) K. MARX et F. ENGELS, *Sur la religion*, p. 129 et 136.
- (9) *Bulletin [...]*, mai 1892.
- (10) Voir J. LALOUETTE, "Approche comparative de la Libre Pensée et de la Libre Pensée française. 1848-1914", *France-Belgique (1948-1914). Affinités-Ambiguïtés*, sous la direction de M. Quaghebeur et N. Savy, Bruxelles: Editions Labor, 1997, pp. 67-86.
- (11) Voir J. LALOUETTE, *La Libre Pensée en France. 1848-1940*, Paris: Albin Michel, 1997, p. 34.
- (12) O. TESTUT, *L'Internationale*, Paris, 1871 (3e édition), p. 33. L'auteur ajoutait: "Leurs professions de foi sont édifiantes. Ils partent de ce principe que 'trois fléaux continuellement, en permanence, existent pour ronger les productions de l'Humanité; ce sont: le prêtre, le soldat, le rentier'". On remarquera que, selon O. TESTUT, les Internationalistes plaçaient le prêtre au premier rang de leurs ennemis et que l'appellation de capitaliste n'a pas encore chassé celle de rentier.
- (13) E. FRIBOURG, *L'Association internationale des Travailleurs*, Paris: Le Chevalier, 1871, pp. 84-85.
- (14) *La Marseillaise*, 19 janvier 1870.
- (15) Rapport de police, mai 1870, Archives de la police, Ba 439.
- (16) *La Patrie en Danger*, 16 novembre 1870.
- (17) *Le Réveil*, 1er, 7 et 19 janvier 1871.
- (18) Rapport du 5 février 1882, Archives de la police, Ba 1493.
- (19) Rapport du 21 septembre 1884, Archives de la police, Ba 1102.
- (20) *Bulletin[...]*, octobre 1892.
- (21) Rapport du 14 août 1894, Archives de la police, Ba 1493.

- (22) *L'Aurore*, 3 novembre 1897.
- (23) *L'Aurore*, janvier 1894.
- (24) Rapport de l'indicateur Argus, 16 mars 1894, Archives de la police, Ba 1493.
- (25) *L'Aurore*, 3 novembre 1897.
- (26) *Le Rappel socialiste* (de Dijon), 11 mai 1907.
- (27) *Bulletin [...]*, décembre 1892.
- (28) *Le Socialiste ardennais*, 17 décembre 1904.
- (29) Sur ce point, voir l'article pionnier de P. LEVEQUE, *Libre Pensée et socialisme (1889-1939). Quelques points de repère*. In: *Le Mouvement social*, octobre-décembre 1966, p. 111.
- (30) Rapport du 25 juin 1882, Archives de la police, Ba 985. Parmi les orateurs, figurait Paul Brousse.
- (31) Rapport du 21 janvier 1883, Archives de la [...], Ba 1219. Ces détenus étaient des ouvriers qui, lors d'une grève, s'étaient livrés à des actes de déprédation particulièrement violents.
- (32) Rapport du 25 août 1896, Archives de la police, Ba 1493.
- (33) Rapport du 2 septembre 1895, Archives [...].
- (34) Rapport du 1er Mai 1893, Archives [...].
- (35) *Bulletin [...]*, juin 1894.
- (36) *Bulletin [...]*, juin 1894.
- (37) Archives départementales du Rhône, 4 M 270.
- (38) Statuts du groupe La Raison, Archives départementales du Rhône, 4 M 633.
- (39) Rapport du 9 février 1897, Archives de la police, Ba 1493.
- (40) Rapport du 9 février 1897, Archives de la police, Ba 1493.
- (41) L'Angleterre.
- (42) Cité par JAMMY-SCHMIDT, *Les grandes thèses radicales de Condorcet à Edouard Herriot, préface d'Edouard Herriot*, Paris: Editions des Portiques, 1931, pp. 156-157.
- (43) *Les grandes [...]*, p. 186.
- (44) *Les grandes [...]*, p. 275.
- (45) F. BUISSON, L'attitude sociale du radicalisme. In : *Un moraliste laïque. Ferdinand Buisson. Pages choisies précédées d'une introduction par C. Bouglé, avant-propos d'Edouard Herriot*, Paris: Librairie Félix Alcan, 1933, p. 115 et p. 118.
- (46) *Fédération internationale de la Libre Pensée, Congrès de Rome, XX septembre 1904. Compte-rendu officiel*, Gand: Société coopérative Volksdrukkerij, 1905, p. 186.
- (47) *Compte-rendu officiel*, pp. 186-187.
- (48) *Compte-rendu officiel*, p. 187.
- (49) *Compte-rendu officiel*, p. 190.
- (50) *Compte-rendu officiel*.
- (51) *Compte-rendu officiel*, p. 191.
- (52) *Le Flambeau*, 18 février 1912.
- (53) *Le Flambeau*. A la même date approximativement. Albert Bayet tenait des propos comparables dans *La Raison*; voir P. LEVEQUE, art. cité, p. 117.
- (54) *Le Flambeau*, 20 octobre 1912.
- (55) Cité par *La Raison*, 10 décembre 1911, voir P. LEVEQUE, art. cité, p. 118.
- (56) Née en 1913, au congrès de La Rochelle, de la fusion entre l'Association nationale des libres penseurs de France et la Fédération française de la Libre Pensée.
- (57) Créée en 1921, à l'instigation de la Fédération de Libre Pensée socialiste ouvrière du Nord et du Pas-de-Calais.
- (58) Article premier des statuts de la Fédération nationale de Libre Pensée et d'Action sociale, carton André Lorulot, Archives de la Fédération nationale de Libre Pensée (12, rue des Fossés-Saint-Jacques, Paris).
- (59) *La Libre Pensée française*, octobre 1921.
- (60) *La Lutte anti-religieuse et sociale*, mai-juin 1930.
- (61) *La Lutte [...]*.
- (62) *La Lutte [...]* septembre-octobre 1928.
- (63) *La Lutte [...]* janvier-février 1927.
- (64) *La Lutte [...]* février 1929.
- (65) Voir *Unitas, Cahier d'enquêtes et d'études sur le matérialisme et le spiritualisme contemporains*, janvier-février 1936, et *La lutte anti-religieuse et prolétarienne*, novembre 1935.



PHOTOGRAPH OF THIRTEEN OF THE ORIGINAL MEMBERS  
OF THE  
**ROCHDALE EQUITABLE PIONEERS' SOCIETY.**

1. ARTHUR STANBROOK.    2. JOHN BENT    3. JAMES SMITHIES    4. CHARLES HOWARTH    5. DAVID BROOKS    6. BENJ. HUDMAN    7. JOHN SCOTTCROFT  
 8. JAMES MANWICK    9. JOHN COLLIER    10. SAMUEL ASHWORTH    11. WILLIAM COOPER    12. JAMES FREEDALE    13. JOSEPH SMITH.

*Most freethinkers adhered to the ideal of cooperative economics, as practiced by the Rochdale Pioneers*